

Bilan à mi-législature du groupe parlementaire UDC

**de la session d'hiver 2019
à la session d'hiver 2021**



Pour une Suisse forte

**Succès de l'UDC
et regards sur la seconde moitié
de la législature**

22 décembre 2021

Le bilan à mi-législature 2019-2021 en un coup d'œil

Lors des élections fédérales de 2019, la gauche rose-verte a certes gagné 22 sièges de plus. Toutefois, l'UDC reste le premier parti de la Suisse, avec une part électorale de 25.6% et a combattu avec succès des projets nuisibles de cette gauche rose-verte dans les urnes. C'est ainsi que 51.6% des électrices et des électeurs ont rejeté la loi sur le CO2. L'UDC a aussi réussi à faire échouer les 2 initiatives agricoles extrêmes et s'est battue avec succès pour davantage de sécurité : contre l'avis de tous les autres partis, l'UDC a envoyé un signal fort contre l'islamisme grâce au succès de l'initiative « pour l'interdiction de se dissimuler le visage », approuvée par le peuple le 7 mars dernier à quelque 51.2%. Le peuple a également dit oui à l'achat de nouveaux avions de combat en septembre 2020.

En raison des sièges gagnés, la « vague verte » se produit surtout au Palais fédéral. La majorité de centre-gauche s'est renforcée après les élections de 2019 et fait dès lors passer des projets problématiques, comme la coûteuse et l'inutile loi sur le CO2, le consentement présumé pour le don d'organe, le soutien à de riches maisons d'édition de presse à coups de centaines de millions de francs d'impôts ou encore la politique Covid arbitraire et clivante. De plus, **la gauche rose-verte rejette régulièrement les propositions permettant de lutter efficacement contre la criminalité, contre les violences faites aux femmes ou encore contre l'immigration de masse** ; des décisions pour lesquelles le peuple n'a pu avoir son mot à dire et ne le pourra à l'avenir que grâce aux succès des initiatives et référendums populaires UDC.

Les 7 plus grands succès de l'UDC lors de la 1^{ère} moitié de la législature

1. La liberté et l'indépendance de la Suisse sont (pour le moment) assurées : L'UDC a exigé avec succès **la rupture par le Conseil fédéral des négociations sur l'accord-cadre avec l'Union européenne.**
2. Davantage de sécurité grâce à une lutte déterminée contre la criminalité : l'UDC a remporté le référendum pour la loi fédérale sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme (MPT), facilitant la prévention et l'anticipation face aux actes terroristes.
3. Important coup de frein face à une Suisse à 10 millions d'habitants, par le biais d'une gestion autonome de l'immigration : suspension du nuisible pacte de l'ONU sur les migrations, qui prévoit l'instauration de la libre circulation des personnes à l'échelle mondiale.
4. Allègement des charges pesant sur la classe moyenne, les PME et les citoyens : **les impôts ont pu être baissés** (ex. droit de timbre) **et l'introduction de nouvelles taxes a pu être évitée** (ex. taxe sur les billets d'avions).
5. **Garantir la production indigène d'énergie** : La Stratégie énergétique 2050 est un échec et les pénuries guettent notre pays d'ici 4 ans déjà. Le développement de l'énergie hydraulique et la prolongation de l'exploitation des centrales nucléaires existantes doivent permettre de lutter contre les pénuries massives d'électricité qui nous menacent.
6. **Garantir la prévoyance vieillesse** : **sous la conduite de l'UDC**, un compromis bourgeois garantit durablement la pérennité du premier et du deuxième pilier.
7. Lutte contre la politique Covid arbitraire et disproportionnée : **Grâce à l'UDC, le chef du Département de la santé Alain Berset et la majorité de centre-gauche du Conseil fédéral n'ont pas pu pleinement agir selon leur volonté.**

1. La liberté et l'indépendance de la Suisse sont (pour le moment) assurées :

1.1 Relations d'égal à égal avec l'Union européenne (UE)

L'UDC s'oppose de façon systématique à tout rattachement institutionnel à l'UE. Elle est le seul parti qui a combattu l'accord-cadre, ce depuis 2012. Le rattachement institutionnel à l'UE couplé à une reprise 'dynamique' du droit actuel et futur de l'Union aurait mis un terme à la démocratie et à la liberté de la Suisse ; en effet, les votations populaires ne seraient plus qu'une mascarade, puisque cet accord-cadre aurait permis à l'UE de « sanctionner » le peuple suisse en cas de « désobéissance » et de suspendre de façon unilatérale les accords bilatéraux existants. L'intégration avancée de la Suisse dans le carcan juridique de l'UE aurait eu un impact très négatif sur le plan social. Fort heureusement, le rattachement à l'UE n'est (pour le moment) plus d'actualité, le Conseil fédéral ayant mis un terme aux négociations sur ce sujet en mai 2021, constituant un succès majeur de l'UDC, qui contrairement à l'ensemble des autres partis s'engage pour des relations bilatérales d'égal à égal.

1.2 Pour une armée de milice équipée et moderne

Seule une armée équipée et moderne peut protéger l'indépendance de la Suisse contre les menaces, qui sont de plus en plus complexes. La Suisse étant neutre, elle ne peut recourir à des alliances avec d'autres Etats. L'armée a besoin d'infrastructures de commandement et de communication contre les cyberattaques et doit évoluer dans un environnement conflictuel hybride ; cela requiert des investissements réguliers. C'est pour cette raison que l'UDC a soutenu l'acquisition de nouveaux avions de combat, à l'instar de la majorité du peuple le 27 septembre 2020. L'UDC a aussi veillé à une meilleure valorisation de l'armée de milice, en adaptant (après 30 ans sans réadaptation) la solde des militaires au renchérissement. Les effectifs de l'armée doivent également être améliorés ; nous devons tendre vers l'équilibre entre la durée du service militaire obligatoire, les licenciements après l'école de recrues et le taux de recrutement (qui doit être revu à la hausse).

1.3 Renforcement de la production agricole

Un approvisionnement alimentaire garanti et sécurisé est aussi synonyme de liberté. Cet objectif d'approvisionnement de base ne peut être atteint que par une agriculture forte et régionale, raison pour laquelle l'UDC s'est prononcée favorablement au soutien des prix du sucre produit localement. Hélas, l'administration fédérale et la gauche rose-verte accordent toujours plus d'importance à l'aspect « écologique » de l'agriculture plutôt qu'à la production d'aliments régionaux et sains. Ainsi, au lieu de poursuivre l'actuel système des paiements directs permettant de défendre la production indigène face aux importations bon marché et venant de loin, la priorité est mise à la promotion unilatérale de la biodiversité, de l'intensification et de la durabilité. Par la suspension de la politique agricole 2022+ (et le dépôt de 2 postulats idoines par l'UDC), le Parlement a exigé un recalibrage de l'attention sur une politique alimentaire et agricole globale et durable. Les agriculteurs doivent aussi pouvoir vivre de leur production. Le peuple a également rejeté « l'écologisation » de l'agriculture, avec quelque 6 voix sur 10 contre l'initiative « pour une eau potable propre et une alimentation saine » et l'initiative « pour une Suisse libre de pesticides de synthèse » le 13 juin 2021.

1.4 Regard sur la seconde moitié de la législature

1.4.1 L'indépendance de la Suisse et la démocratie directe doivent être protégées

Bien que l'accord-cadre avec l'UE ne soit plus à l'ordre du jour, la prudence reste de mise. En effet, le Conseil fédéral ayant tout juste déclaré l'échec des négociations sur cet accord-cadre, les fanatiques europhiles de la gauche rose-verte tentent de contourner cette décision en essayant de transférer, via une nouvelle loi fédérale, les compétences du Conseil fédéral en matière de politique étrangère au Parlement. Le but de la manœuvre doit permettre à la majorité de centre-gauche du Parlement d'aller vers un rattachement institutionnel effectif de la Suisse à l'UE, un but contre lequel l'UDC reste résolument opposée. Par ailleurs, l'UDC est le seul parti à s'être opposé au versement d'un milliard de francs dit « de cohésion » à l'UE, l'ensemble des autres partis s'étant prononcé en faveur de ce milliard de francs d'argent public ce malgré les discriminations constantes subies par la Suisse de la part de l'Union européenne (comme la suppression unilatérale de l'équivalence boursière). Au cours de la seconde moitié de la législature, l'UDC continuera de se battre fermement contre la soumission de la Suisse à l'UE et contre tous autres cadeaux ou milliards à la faveur de l'UE.

1.4.2 Les politiciens en quête de prestige sacrifient la neutralité suisse

Depuis 2011, la Suisse prévoit de siéger au Conseil de sécurité des Nations unies pour la période 2023 – 2024. Seule contre tous, l'UDC se bat contre cette adhésion à un organe qui s'octroie le droit de vie ou de mort, incompatible avec la neutralité. Rappelons aussi que les 5 puissances disposant du droit de veto ont le dessus sur les dix « membres non-permanents » de ce club aux rapports de force très inégaux. Afin d'empêcher cette adhésion de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU, le groupe parlementaire fédéral UDC a déposé deux motions similaires au sein des deux chambres fédérales, lesquelles se prononceront à leur sujet en mars 2022. Si malgré cela la Suisse devait adhérer au Conseil de sécurité, l'UDC s'engagera en 2023 et 2024 pour minimiser les préjudices.

1.4.3 Renforcement de la sécurité de la population suisse grâce à une armée opérationnelle

Les victoires dans les urnes, comme l'acquisition de nouveaux avions de combat, sont d'importantes marques de soutien à la sécurité nationale. Toutefois, la privation de sites de production majeurs, comme le producteur de munitions Ammotec, met en danger la souveraineté de l'Etat d'un point de vue sécuritaire. La pandémie de Covid-19 nous a justement prouvé l'importance la sécurité de l'approvisionnement en biens nécessaires (exemple : les masques de protection) en temps de crise. La sécurité nationale doit être assurée par tous les acteurs ; l'armée et la protection civile doivent être renforcées durablement, malgré l'opposition de la gauche. En outre, la gauche rose-verte menace la sécurité de la Suisse par son idéologie anti-américaine, qui se traduit entre autres par le lancement d'un référendum contre l'acquisition des F-35, contre la décision d'Armasuisse et ce alors que le peuple s'est prononcé en faveur de nouveaux avions de combat.

1.4.4 La frénésie de la gauche rose-verte : une écologisation de l'agriculture qui conduit à davantage d'importations et de dépendance de l'étranger

Les convoitises de la gauche rose-verte couplée à une administration fédérale toujours plus portée sur l'écologisation menacent l'essence même de l'agriculture. Certes, l'UDC a exprimé des exigences claires par la suspension de la politique agricole 2022+ et le dépôt de deux postulats mais les partis bourgeois devront se serrer les coudes pour pouvoir faire face à la gauche rose-verte. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons apporter une contribution déterminante à la sécurité alimentaire de la Suisse, efficace et respectueuse de l'environnement grâce aux produits régionaux.

2. Davantage de sécurité grâce à une lutte déterminée contre la criminalité

2.1 Pour lutter de façon déterminée contre l'islamisme

Grâce à l'adoption de la loi fédérale sur les mesures policières en matière de lutte contre le terrorisme (MPT), l'UDC et les partis bourgeois ont réussi à s'imposer face à la gauche rose-verte. Les autorités pourront désormais édicter des mesures préventives avant même qu'un attentat terroriste soit perpétré. Le peuple a soutenu cette démarche à 56.6% lors de la votation sur le référendum idoine le 13 juin 2021.

2.2 Une nécessité pour l'intégration : montrer son visage

L'intégration des musulmans joue un rôle central dans la prévention de la radicalisation. La dissimulation du visage des femmes, imposée dans toutes les sociétés dominées par l'islam, a été perçue par les Suissesses et les Suisses comme un danger et un manquement à l'intégration. Le peuple a soutenu l'initiative populaire « oui à l'interdiction de se dissimuler le visage » à 51.4%. L'UDC est le seul parti politique à s'être engagé sans condition pour cette cause.

2.3 Pour plus de fermeté à l'encontre des criminels

L'UDC s'engage résolument pour une amélioration du taux d'élucidation des crimes. A ce titre, c'est avec succès qu'elle a soutenu la modification de la loi sur les profils ADN, qui permet une plus large évaluation des traces laissées par les criminels. Grâce à l'UDC, les violeurs seront également plus sévèrement punis, via des peines de prison plus longues, un durcissement que la gauche rose-verte a une fois de plus refusé. L'UDC a également remporté un autre succès au Conseil national, obtenant l'augmentation des peines en cas de violence et de menaces contre les fonctionnaires, dans le cadre de débats concernant la protection des policiers et des employés de l'administration face à la violence.

2.4 Regard sur la seconde moitié de la législature

2.4.1 Renforcer la protection contre les islamistes issus de l'immigration

La radicalisation est un processus complexe qui s'entame avant l'immigration en Suisse, raison pour laquelle l'UDC va continuer de s'engager pour que les requérants d'asile dont l'identité n'est pas claire ou provenant de régions où les groupes terroristes sont particulièrement actifs ne puissent pas entrer en Suisse. Par ailleurs, le Conseil national a approuvé une intervention de l'UDC demandant à ce que les personnes revenant du djihad soient placées en détention de sécurité à leur retour en Suisse.

2.4.2 Punir les criminels avec plus de sévérité

L'UDC s'engage pour un durcissement des peines contre les criminels. Elle est le seul groupe parlementaire ayant soutenu l'initiative cantonale du Tessin qui demandait l'augmentation des peines maximales en cas d'atteinte à l'intégrité sexuelle. La gauche rose-verte est constamment en train de se plaindre du « manque de protection des victimes » mais refuse parallèlement d'augmenter les peines de prison contre les auteurs des crimes sexuels. L'UDC va continuer de mettre la pression en réponse à cette sidérante incohérence de la gauche.

2.4.3 Stop à l'accueil illimité

L'UDC s'oppose à la politique aveugle de la gauche rose-verte en termes d'accueil illimité d'immigrés qui pourtant ne remplissent pas les conditions pour une intégration réussie et se distinguent par le fait qu'ils sont plus ou moins tous de jeunes hommes enclins à la violence. La gauche rose-verte ignore sciemment la vision misogyne et violente de ces gens et importe encore davantage de violence masculine, pour ensuite exiger non sans un certain cynisme une meilleure protection des victimes.

2.4.4 Accroître le nombre d'expulsions

1826 décisions d'expulsion de criminels étrangers ont été prononcées en 2020, en majeure partie contre des criminels originaires d'Albanie, d'Algérie, de Roumanie et de France. Depuis la mise en œuvre de l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels en 2016, l'UDC exige du Conseil fédéral, jusqu'à présent en vain, qu'il présente chaque année un rapport sur les expulsions effectuées. Le retard dans la tenue des statistiques et des lacunes dans la collaboration entre les cantons et la Confédération semblent être la cause de l'absence de ces rapports. Sans expulsions significatives, la criminalité étrangère poursuivra son augmentation. L'UDC va continuer de mettre la pression afin que la volonté du peuple soit enfin respectée et que l'initiative pour le renvoi des criminels étrangers soit enfin pleinement et rigoureusement appliquée.

3. Important coup de frein face à une Suisse à 10 millions d'habitants, par le biais d'une gestion autonome de l'immigration

3.1 Un non temporaire au Pacte sur les migrations de l'ONU

L'UDC a réussi à obtenir des Chambres fédérales la suspension du Pacte sur les migrations, qui aurait massivement étendu les droits des migrants économiques et augmenté sensiblement l'immigration en Suisse. En clair, la mise en œuvre de ce Pacte signifiait la libre circulation des personnes à l'échelle mondiale et la prise en charge des coûts de l'intégration des migrants par les pays destinataires. Contre la volonté de la gauche, l'UDC a pu faire suspendre les débats sur ce pacte migratoire jusqu'à ce qu'un rapport clarifie le statut des droits des migrants. Ce danger est donc écarté, du moins temporairement.

3.2 Regard sur la seconde moitié de la législature

3.2.1 Politique migratoire : mettre en œuvre la volonté du peuple

L'initiative UDC « contre l'immigration de masse » a été acceptée par le peuple à 50.3% de oui (soit 1'463'854 voix) contre 49.7% de non (soit 1'444'552 voix), tout comme par les cantons à 14.5 oui contre 8.5 non. Pourtant, au lieu d'appliquer la volonté populaire (se traduisant par une reprise autonome de la

gestion de l'immigration), la majorité de centre-gauche du Parlement a voté contre l'introduction de l'obligation d'annonce des postes de travail vacants, au grand dam de l'UDC. Depuis, l'immigration vers la Suisse poursuit sans relâche son augmentation. En 20 ans, ce sont quelques 1'300'000 personnes qui ont immigré en Suisse (chiffres nets), soit l'équivalent de 20x la ville de St-Gall. 2 immigrés sur 3 sont originaires de l'Union européenne. Les salaires élevés et les perspectives économiques agissent comme un aimant à immigrés. Même en 2020, l'année de la pandémie de Covid-19, plus de 54'000 immigrés (chiffres nets) sont venus en Suisse (alors que les frontières étaient fermées dans le monde entier), soit plus qu'en 2018 et en 2019. Cette croissance n'est pas pérenne et les conséquences en sont désastreuses : assurances sociales surchargées, prix des terrains et des habitations en augmentation, impact sur le paysage, la nature et les infrastructures saturées de façon insoutenable. L'UDC se donne pour mission de veiller à la mise en œuvre effective du mandat constitutionnel du peuple et des cantons, pour que l'immigration soit contrôlée par l'introduction de plafonds et de contingents.

3.2.2 Pour un changement de paradigme dans la politique d'asile

La notion de « réfugié », en Suisse, date d'avant la Deuxième Guerre mondiale ; selon l'UDC, elle doit être redéfinie, afin de pouvoir faire cesser les abus de notre système d'asile. Il n'est pas acceptable que des personnes prétendument menacées dans leur vie et leur intégrité physique puissent traverser plusieurs pays sûrs dans le seul but d'atteindre l'Eldorado du système social helvétique. En parallèle, l'UDC souhaite empêcher l'élargissement des critères établissant la notion de réfugié (comme le critère du changement climatique, par exemple).

4. Allègement des charges pesant sur la classe moyenne, les PME et les citoyens

a. La loi sur le CO2 combattue avec succès dans les urnes

L'UDC a été le seul parti à combattre la loi sur le CO2, qui aurait coûté des milliards tant à la classe moyenne qu'aux entreprises. Un ménage aurait subi une augmentation des dépenses d'environ CHF 1'000.- par an pour supporter l'introduction des nouvelles taxes et interdictions. La majorité du peuple suisse a soutenu l'argumentaire de l'UDC et rejeté la loi sur le CO2 le 13 juin 2021, par 51.6% de non.

4.2 Pas de taxe sur les billets d'avion (pour l'instant)

Malgré le rejet de la loi sur le CO2 par le peuple, la gauche et une partie du Centre voulaient taxer les billets d'avion. Lors de la session d'automne 2021, l'UDC, le PLR et une partie du Centre ont pu rejeter pas moins de 9 propositions en ce sens et mettre un terme (provisoirement du moins) à ces manœuvres politiques engagées au prétexte de « l'urgence climatique ».

4.3 Suppression partielle du droit de timbre

La suppression du droit de timbre d'émission sur le capital propre (ou droit de timbre), débattue dans le cadre des discussions sur la fiscalité des entreprises qui dure depuis des années, a été approuvée pendant la session d'été 2021, contre l'opposition des partis de gauche. L'imposition du droit de timbre est un impôt particulier qui limite les activités d'investissements des entreprises en Suisse. La suppression de ce droit de timbre est un important progrès vers le

maintien de la compétitivité, dans un contexte où une imposition minimale globale des entreprises se profile.

4.4. Transparence des commissions paritaires

Dans l'optique du projet de loi d'allègement budgétaire et la mise en place d'un frein aux réglementations, l'UDC enchaîne les succès en exigeant davantage de transparence des ressources financières des commissions paritaires. Les institutions financées par des contributions employeurs/employés et qui assument partiellement des tâches étatiques doivent rendre leurs flux financiers publics. Malgré l'opposition de la gauche rose-verte, ces commissions doivent désormais, selon le Conseil national, publier leurs rapports d'activités annuels et faire preuve de transparence sur leurs activités ; là encore, succès de l'UDC pour freiner la croissance de l'Etat.

4.5 Regard sur la seconde moitié de la législature

4.5.1 Empêcher la frénésie écologiste

De plus en plus de projets sont toujours plus aveuglément soutenus par la gauche rose-verte, sous couvert du changement climatique. D'autres projets similaires, comme la suppression des sacs en plastique, la restriction des autorisations d'immatriculer des voitures à essence ou encore d'installer des chauffages à mazout pourrait gagner des majorités au Parlement, en raison de l'inconstance du PLR et du Centre. Auquel cas, l'UDC s'unira au peuple suisse pour d'ultimes recours contre ces décisions par voie de référendums, comme elle l'a fait avec succès contre la loi sur le CO2.

4.5.2 Anticiper et préparer nos infrastructures et le transport pour l'avenir

Les exigences en termes d'infrastructures et de transports vont évoluer lors des prochaines décennies. L'augmentation de la population induite par l'immigration de masse pressurise les villes et les agglomérations. Les embouteillages et les difficultés de stationnement décourageront toujours davantage les commerçants et les clients. L'UDC exige des solutions pérennes qui ne se fassent pas au détriment du trafic routier ; davantage de ressources devraient même y être dédiées.

4.5.3 Freiner le développement des médias étatiques

Pendant la session d'été 2021, l'UDC fut le seul parti à s'opposer au train de mesures en faveur des médias. Le PLR ne s'est également pas opposé (13 pour, 13 contre) aux 120 millions de francs de dépenses annuelles supplémentaires aux frais des contribuables. L'UDC s'engage en faveur des médias indépendants, essentiels à la formation de la libre opinion. L'UDC se profilera là encore en tant que seul représentant de l'opinion populaire et refusant une nouvelle croissance de l'Etat par son opposition au train de mesures en faveur des médias lors de la votation du 13 février 2022.

4.5.4 Les citoyennes doivent disposer du libre choix en matière de garde d'enfants

L'UDC est favorable au libre choix en termes de garde d'enfants, raison pour laquelle les familles doivent être mises sur un pied d'égalité sur le plan fiscal lorsqu'elles choisissent de faire garder leurs enfants par des tiers ou par elles-mêmes. Si les déductions pour les frais de garde par des tiers sont augmentées,

les déductions pour la garde par soi-même doivent l'être aussi. La pression contre les modèles familiaux traditionnels va encore augmenter ces prochaines années. L'UDC s'engage pour un maintien de l'imposition commune de l'homme et de la femme en tant qu'unité économique et contre l'introduction de l'imposition individuelle, qui serait un désavantage considérable pour le mariage et la garde traditionnelle des enfants.

4.5.5 Pas d'égalité d'Etat imposée par la gauche rose-verte

Dans un pays libre, il n'est pas concevable que l'Etat impose sa conception de l'égalité. La gauche rose-verte exige l'ouverture de bureaux de l'égalité dans chaque canton, des collectes de données spécifiquement axées sur le genre et même l'intrusion dans la sphère privée de la population. La gauche rose-verte, corroborée par des organisations internationales, s'impose en tant que moralisateur-en-chef afin d'imposer une égalité mécanique et purement théorique. Il en résulte une augmentation des coûts et une surveillance plus accrue des citoyennes et des citoyens.

5. Garantir la production indigène d'énergie

5.1 Accroître la production indigène d'électricité, sans CO2

L'échec de la Stratégie énergétique 2050 est de plus en plus évident et le risque de graves pénuries d'électricité nous guette toujours plus dangereusement, c'est pourquoi nous devons de plus en plus miser sur le mix-électrique traditionnel de la Suisse. Il est temps de se passer de l'utopisme des Ayatollahs de l'écologie pour revenir à plus de réalisme ; il n'est actuellement pas possible de garantir une production d'électricité suffisante répondant aux seuls critères de la gauche rose-verte. Pour l'UDC, l'énergie hydraulique est une option qui doit être renforcée. Cette énergie constituant à ce jour près de 60% de la production, elle est la clef de voûte de la production électrique nationale. La loi sur le CO2 ayant été rejetée par le peuple, il est important de revenir à une stratégie raisonnable et réaliste se basant sur les ressources que nous avons à disposition.

5.2 Regard sur la seconde moitié de la législature

5.2.1 Les centrales nucléaires garantissent un approvisionnement énergétique sûr et sans CO2

Les centrales nucléaires contribuent à la réussite de la Suisse en termes de production d'électricité exempte de CO2 ; elle représente à ce jour un tiers de la production nationale. En réponse aux risques réels de pénurie, l'exploitation sur le long terme des centrales existantes doit être autorisée, tout en tenant compte des possibilités et progrès techniques et en garantissant bien entendu une sécurité maximum.

6. Garantir la prévoyance vieillesse

6.1 Âge de la retraite : mettre les femmes et les hommes sur un pied d'égalité

L'AVS pourrait être assainie à moyen terme si le projet de « stabilisation de l'AVS » (AVS 21) se concrétise. Les éléments centraux de cette réforme sont la mise des hommes et des femmes sur un pied d'égalité concernant l'âge de la retraite (toutes et tous à 65 ans) et des mesures de compensation idoines.

Sous la conduite de l'UDC, les partis bourgeois se sont mis d'accord sur un compromis pendant la session d'hiver 2021, qui a permis à la réforme de passer la rampe au Parlement, contre l'avis de la gauche rose-verte. L'UDC ne se pose pas seulement comme initiatrice de cette réforme mais affiche ici sa volonté de compromis et de solutions, à l'inverse de la gauche rose-verte qui, par son opposition entêtée, expose cette importante structure sociale suisse au danger.

6.2 Regard sur la seconde moitié de la législature

6.2.1 Sécuriser le 2e pilier

En raison de l'urgence d'une réforme de la prévoyance professionnelle, le projet en cours se limite à l'essentiel : abaissement du taux de conversion minimum à 6%, maintien du niveau des rentes et amélioration de la prévoyance pour les travailleuses et les travailleurs à faibles revenus (une réforme qui profite particulièrement aux femmes travaillant à temps partiel, notamment). Les taux de bonification de vieillesse doivent aussi être simplifiés, ce qui profitera notamment aux travailleurs âgés. A l'instar de la réforme de l'AVS, des compensations devront être versées aux retraités les plus impactés. Lors de la session d'hiver 2021, le Conseil national a soutenu le projet par 126 voix pour, 66 voix contre et 1 abstention. Le maintien de ce compromis de la droite au Conseil des Etats face à la gauche rose-verte est l'objectif de cette seconde moitié de législature.

7. Lutte contre la politique Covid arbitraire et disproportionnée du Conseil fédéral

7.1 Regard sur la seconde moitié de la législature

7.1.1 Non à la vaccination forcée, non à la division de la société

L'actuelle politique Covid de la majorité de centre-gauche du Conseil fédéral n'est centrée que sur une vaccination *de facto* obligatoire. Une stratégie en termes de vaccination est certes une composante en matière de lutte contre une pandémie, mais des mesures de protection basiques et dont l'efficacité a d'ores et déjà été démontrée (comme l'hygiène ou la distanciation sociale) doivent également être promues. Toutefois, au lieu d'engager une stratégie plurielle se focalisant sur la protection des groupes à risques touchés par le SARS-Cov-2, le Conseil fédéral préfère mettre harceler toute la population et exercer une pression massive sur celles et ceux qui choisissent de ne pas se faire vacciner. Le Conseil fédéral s'accroche à la 'situation particulière' et donc à son pouvoir, tout en ignorant d'apporter des réponses aux problèmes comme les capacités hospitalières. Lors de la seconde moitié de cette législature, l'UDC se battra encore contre toutes les mesures Covid arbitraires et disproportionnées prises par le Conseil fédéral. Il est urgent d'apporter des corrections à la loi sur les épidémies, afin de mieux cadrer le Conseil fédéral en cas de future pandémie. L'UDC déposera une série de propositions afin de limiter les pouvoirs du Conseil fédéral lors de la révision à venir de la loi.

Annexes :

- Annexe 1 du bilan à mi-législature du groupe parlementaire UDC, De la session d'hiver 2019 à la session d'hiver 2021, 22 décembre 2021
- Annexe 2 du bilan à mi-législature du groupe parlementaire UDC, De la session d'hiver 2019 à la session d'hiver 2021, 22 décembre 2021